Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE
EN ROUMANIE

Revue des médias roumains du 27 juin 2016

n° 19158

Inquiétudes en Roumanie par rapport au Brexit.
Le ministère de l'Energie souhaite suspendre la libéralisation du prix du gaz.

Brexit. Le Premier ministre roumain Dacian Cioloș a insisté aujourd'hui dans le cadre d'une interview sur *Radio România Actualități* sur la nécessité d'une réforme de l'Union européenne. « Ce débat sur l'Union européenne aurait été impératif, même si le résultat du référendum avait été différent. Nous ne pouvons pas poursuivre la construction européenne sans clarifier certains aspects ». Dacian Cioloș a précisé que la Roumanie ne serait pas mieux en dehors de l'Union européenne, car elle se retrouverait alors seule dans un monde globalisé. Le chef du Gouvernement roumain a déploré le fait qu'après son adhésion, la Roumanie s'était résignée au statut de pays périphérique de l'UE. « Avec ou sans Brexit, la Roumanie doit clairement définir ses priorités internes, au-delà des cycles électoraux, et fixer certaines priorités qu'elle doit promouvoir au niveau européen. (…) Il faut savoir ce qu'on veut pour être pris au sérieux ».

Dacian Cioloș a estimé que le statut des Roumains vivant en Grande-Bretagne ne changerait pas pendant les deux prochaines années au minimum. Le Premier ministre ne s'attend pas à un impact majeur du Brexit sur l'économie roumaine, la Grande-Bretagne ne comptant pas parmi les partenaires économiques d'envergure de la Roumanie. Il n'y pas non plus d'investisseurs britanniques dans le système bancaire roumain.

Par ailleurs, la sortie de la Grande-Bretagne de l'UE et le débat afférent présentent des opportunités économiques pour la Roumanie, dans la mesure où l'intérêt des investisseurs pourrait augmenter. « Il est important de renforcer notre image positive via un bon contrôle du budget. Il faut prendre des mesures pour que la croissance économique ne soit plus fondée sur la consommation, mais sur la production » (*Radio România Actualități*).

Cristian Unteanu, correspondant à Bruxelles du quotidien *Adevărul*, souligne les positions inflexibles exprimées par des dirigeants européens appelant à une sortie rapide de la Grande-Bretagne après le résultat du référendum du 23 juin. Il constate que la position quasi-unanime appelle à l'application de l'article 50 du Traité sur l'Union européenne et au démarrage des négociations pour le retrait de la Grande-Bretagne. Le journaliste évoque également la réunion du samedi 25 juin à Berlin entre les chefs de la diplomatie des six pays fondateurs de l'Union européenne, qui ont souligné la nécessité de « lancer une réflexion commune sur le renforcement de l'Union européenne ». Il s'inquiète notamment du fait que la déclaration commune des six ministres semble reconnaître que tous les Etats-membres ne seront plus traités de la même manière, dans la mesure où certains pays ne partagent pas le même enthousiasme quant au projet européen. Le syntagme « niveaux d'ambition différents » qui figure dans cette déclaration semble entériner le concept de l'Europe à deux vitesses. « C'est une image très désagréable pour nous et pour d'autres pays situés à la périphérie des décisions. Certains documents font déjà l'objet de négociations discrètes à Bruxelles, le premier résultant d'une initiative franco-allemande et le deuxième appartenant aux pays du Benelux ».

Le journaliste s'attend à ce que que les Etats-membres soient bientôt invités à formuler leurs « niveaux d'ambition », leurs projets nationaux au sein de l'UE. La Roumanie devra ainsi mener trois négociations : promouvoir son projet national au sein de l'Union, soutenir ses revendications lors de la négociation de l'accord de retrait de la Grande Bretagne, négocier directement avec la Grande-Bretagne pour défendre les intérêts des travailleurs roumains.

Dan Dungaciu, directeur de l'Institut des sciences politiques et relations internationales de l'Académie romaine, analyse le Brexit et ses effets sur la Roumanie. Il estime que le vote britannique témoigne d'une crise de confiance envers le projet européen qui se manifeste aussi dans d'autres Etats via la montée des partis populistes. Selon l'analyste, la sortie de la Grande-Bretagne pourrait conduire soit à une Europe plus intégrée, soit à la désintégration de l'Europe. « Le fantôme qui hante l'Europe d'aujourd'hui n'est pas celui du fédéralisme, mais le fantôme de la désintégration ». Etant donné que le référendum en Grande-Bretagne a été provoqué par la crise des migrants avec ses angoisses et ses incertitudes, le débat identitaire risque de monter sur le devant de la scène dans plusieurs Etats. « Tout excès fédéraliste risque aujourd'hui de provoquer une contreréaction antieuropéenne encore plus virulente ».

« **Quelle sera l'attitude de la France ?** S'opposera-t-elle au leadership allemand, suivra-t-elle l'Allemagne ou bien se concentrera-elle sur sa « zone d'influence » méditerranéenne, s'interroge Dan Dungaciu. Quant à la Roumanie, le monde post-Brexit sera bâti sur le principe : « chacun pour soi », selon l'analyste. La réponse ne peut être qu'interne : des institutions fortes, l'Etat fonctionnel, une communauté de vues à l'intérieur du pays et engagement en faveur des enjeux de politique étrangère dans la région (*Adevărul*).

George Jiglău, analyste politique et enseignant à l'Université de Cluj, avertit de son côté que la sortie de la Grande-Bretagne représente un « précédent dangereux pour l'Union européenne » car il s'agira d'une procédure qui s'appliquera pour la première fois (*Adevărul*).

Evenimentul Zilei publie une analyse signée Iulian Chifu, conseiller de l'ancien Président roumain, qui estime que l'impact de la sortie de la Grande-Bretagne serait majeur et testerait tous les mécanismes de réaction de l'ensemble des acteurs européens. L'analyste prévoit que la prochaine réunion du Conseil européen (28-29 juin 2016) se concentrerait plutôt sur le Brexit, dans la mesure où le thème de la stratégie globale de l'Union européenne en matière de politique étrangère et de sécurité, préparée par Federica Mogherini, Haut-Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, est devenu « inadéquat » après le référendum du 23 juin. Face à la crise de confiance que traverse le projet européen, tout projet d'intégration renforcée des Etats-membres sera probablement mis en attente et un retour à l'Europe des nations n'est pas à exclure. Le signal le plus important pour la Roumanie doit être celui de l'affaiblissement de l'Europe et les thèmes les plus importants seront liés à la sécurité. Une crise de l'Union européenne crée des opportunités importantes pour la Fédération de Russie.

« C'est également le moment pour chaque Etat de penser au-delà du projet européen », en trouvant d'autres projets d'alliances et de cohésion interne pour trouver des solutions aux différentes crises, estime Iulian Chifu.

La presse relève de nombreuses inquiétudes au sujet des citoyens roumains qui vivent et travaillent en Grande-Bretagne. Selon *România Liberă*, après la sortie de la Grande-Bretagne, les Roumains sans permis de travail devront soit rentrer en Roumanie, soit choisir une autre destination au sein de l'Union européenne. Les plus touchés seront les jeunes qui souhaitent faire des études en Grande-Bretagne, car les coûts augmenteront de manière significative. *Adevărul* et *Evenimentul Zilei* publient des correspondances de Grande-Bretagne recueillant des réactions au sein de la communauté roumaine.

Le quotidien économique *Ziarul Financiar* affiche une attitude plutôt optimiste, estimant que la Roumanie pourrait tirer profit du Brexit en attirant des investisseurs, à condition que le projet européen dans son ensemble ne soit pas affecté.

Le ministère de l'Energie souhaite suspendre la libéralisation du prix du gaz. Le ministère de l'Energie a soumis au débat public un projet d'arrêté gouvernemental suspendant le calendrier de libéralisation du prix du gaz pendant la période 1er juillet 2016 – 31 mars 2017. Le document propose le maintien pendant cette période du prix de 60 lei/MWh (13,3 euros) pour les particuliers et les centrales thermiques. Selon le calendrier de

libéralisation actuel, le prix devait augmenter à 66 lei/MWh au 1er juillet 2016 (*Agerpres*, *News.ro*).

La France en Roumanie et la Roumanie en France

- Dans le cadre de la Nuit des Instituts culturels (24 juin 2016), l'Institut français de Bucarest a accueilli le spectacle « Mademoiselle Cantatrice » : la chanteuse Laetitia Volcey a interprété plusieurs airs sur une structure haute de quatre mètres (*Adevărul*, *News.ro*).

- Interview de maître Dana Gruia Dufaut : « J'ai toujours eu la chance d'être passionnée par tout ce que j'ai fait » (*Bucarest Hebdo*).

Cette revue de presse, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, se limite à présenter des éléments publiés dans les médias roumains. Elle ne reflète en aucun cas la position de l'ambassade ou du gouvernement français.

© Tous droits de diffusion et de reproduction de cette revue de presse sont réservés à l'Ambassade de France en Roumanie